Extrait du Le Vénissian

http://levenissian.fr/Journal-Fiers-d-etre-Communistes,358

Fiers d'être Communistes

Journal : Fiers d'être Communistes

- Idées - Journal : Fiers d'être Communistes -

Date de mise en ligne : jeudi 1er mai 2008

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

Sommaire

- **Les communistes à l'offensive !**
- **Un peuple ingérable... !**
- **Le boycott des J.O. et la campagne sur le Tibet ne SONT pas justifiés**
- **Contrat de travail : le patronat donne l'assaut**
- **Victoire des Lustucrus**
- **Le Modem privatise : + 50%**
- **Gaz : + 48 % depuis 2004 : Non à la fusion-privatisation !**

télécharger le journal

<a href="sites/levenissian.fr/IMG/pdf/Journal_N_5v2.pdf" title='PDF - 72.1 ko' type="application/pdf">

Journal nr 5

édito

Les communistes à l'offensive !

Les résultats des élections municipales et cantonales apportent une réponse à au moins deux questions.

La droite et le gouvernement ont été sanctionnés et ont perdu de nombreuses villes et cantons. Ce rejet populaire de la politique sarkozienne qui apparaissait triomphante il y a un an, est une bonne nouvelle.

Ces élections ont confirmé ce que de nombreux militants communistes affirment depuis plusieurs années face à une direction majoritairement liquidatrice : le PCF reste une force politique porteuse d'avenir que les citoyens n'hésitent pas à utiliser pour résister face à la droite, une force capable de conquérir ou reconquérir villes, cantons et influence électorale. L'engagement et l'unité des militants ont été déterminants pour obtenir ces victoires et progrès.

Cette situation nouvelle place à l'offensive tous ceux qui veulent faire vivre une force et un projet révolutionnaires en France. Dans nombre d'endroits, les communistes ont su faire du vote communiste l'arme du monde populaire contre la droite. Il faut avec la même détermination et le même souci de rassembler, convaincre et agir pour que le PCF vive et se renforce.
...

la suite dans le journal et sur le site

politique

Un peuple ingérable... !

Sarkozy et la droite versaillaise se croyaient à l'abri des colères populaires. L'agitation médiatique et institutionnelle, le recours aux fastes des grands riches, le volontarisme antisocial, la criminalisation du syndicalisme ou de l'immigration, tout devait assurer à cette bourgeoisie arrogante une domination sans partage contre les "spécificités"

françaises issues de son histoire révolutionnaire. Mais 40 ans après 68, la colère monte ; grèves dans la distribution ou la métallurgie, dénonciations des conditions de vie de millions de familles dans la misère, revenus bloqués face aux augmentations sans fin des consommations de base indispensables. Enseignants au bord de la rupture face aux suppressions de poste. Toutes les couches sociales s'en mêlent, avocats, greffiers, juges, policiers, sans papiers...

Le pouvoir paraît fébrile... règlements de compte de Neuilly au Medef... Sarkozy disparaît des médias avant les élections... Alors, vague rose pour recommencer comme avant ? Non ! Ce peuple Français est ingérable ! Il ne donne pas de blanc-seing au PS, n'oublie pas que ce sont des élections locales, et confirme à la surprise de beaucoup que le parti communiste a une place politique. Certes le PCF continue de payer son refus d'affirmer clairement une stratégie communiste. Il perd au total 7 villes et 10 cantons. Tiraillé entre confusion avec le PS et émiettement de la gauche de la gauche, sans bataille communiste visible, le PCF aurait pu disparaître comme en Italie ! Mais il est toujours là et de nombreux candidats résistent aux manoeuvres du PS ou des Verts !
...

la suite dans le journal...

Le Modem privatise : + 50%

Dans le précédent numéro, nous vous informions de la privatisation d'un certain nombre de cantines des collèges par le Conseil général du Rhône dirigé par un grand ami de Bayrou, Michel Mercier. Nous avions oublié de signaler que dans la liste figurait le collège Grignard (Lyon 8ème) dont la moitié des élèves proviennent des quartiers Parilly et J.Guesde de Vénissieux.

La privatisation a entraîné une augmentation de 50% du prix du repas ! C'est encore mieux que les + 30% pour les cantines situées dans des quartiers moins défavorisés.
Le Modem roule donc bien lui aussi, comme l'UMP, pour le capitalisme le plus sauvage.

Par contre, après avoir intégré les éléments les plus en vue du Modem aux municipales à Lyon, on peut se demander pour qui roule encore le PS. D'autant plus que, de source sûre, nous savons que, même si cela a échoué, le PS a magouillé en coulisse pour codiriger le Conseil général du Rhône avec le Modem...

luttes...

Gaz : + 48 % depuis 2004 : Non à la fusion-privatisation !

Le gouvernement a donné son feu vert à une nouvelle hausse de 5,5% des tarifs régulés du gaz pour les particuliers, s'ajoutant aux + 4,2 % de janvier. Il veut aligner les tarifs régulés sur le prix du marché concurrentiel. Merci pour le pouvoir d'achat ! Depuis 2004, le gaz a augmenté 7 fois, au total près de 48%. Et naturellement, GDF a réalisé des profits record de 2,5 milliards en 2007, (1,74 en 2005, 2,3 en 2006). "Si nous demandons l'augmentation, ce n'est pas parce que nous fusionnons avec Suez, c'est parce que nous ne pouvons vendre au-dessous de nos coûts" a déclaré son PDG. C'est exactement l'inverse. GDF signe des contrats sur plusieurs années pour amortir les hausses et le groupe continue de payer le gaz au tarif négocié avant la hausse. Mais il faut que les actions GDF montent, car l'état s'est engagé à détenir 34 % de GDF-Suez. Ce gouvernement transpire la haine de classe, le mépris des français ; il aurait bien besoin d'un nouveau mai 200(6)8.

Copyright © Le Vénissian

Victoire des Lustucrus

En 2003 à Arles, Panzani ferme Lustucru et délocalise l'entreprise en Italie. Les capitalistes n'ont pas hésité, en pleines inondations, à sacrifier 146 salariés et faire fi de l'intérêt général et d'une filière industrielle.

Mais le conseil des prud'hommes a invalidé le motif économique de licenciement et donné raison aux 75 travailleurs de Lustucru encore en lutte. Ceux-ci ont fait gagner 35 000 Euros à chacun pour préjudice financier. Certes, leur emploi ne leur sera pas rendu et surtout l'activité industrielle a disparue. Mais ce jugement confirme la justesse de vue économique des salariés qui ont lutté avec la CGT pour le maintien et le développement d'emplois industriels dans la filière rizicole, essentielle dans la région. Les capitalistes furieux ont dénoncé le jugement. Rappelons cependant qu'ils ont perçu des sommes considérables des assurances (46 millions d'Euros) et de l'Etat (chômage technique), sans parler de la vente de l'outil de travail.

Cet exemple démontre, s'il en était besoin, l'utilité d'un contrat de travail protecteur pour le salarié et la raison qui pousse le patronat à mettre en oeuvre une loi désarmant complètement les travailleurs. Il démontre aussi que, si ces derniers veulent réellement changer de société, ils ne pourront se satisfaire de laisser les rênes de la production aux capitalistes.

Contrat de travail : le patronat donne l'assaut

Issu d'un accord signé le 11 janvier par 4 syndicats (CFDT, CFTC, CGC et FO), le projet de loi de "modernisation du marché du travail" a été voté en commission parlementaire (le PS s'est abstenu). Il ouvre la porte à de très anciennes revendications patronales afin de pérenniser la précarité et porter atteinte au caractère protecteur du CDI. Cette forfaiture s'est réalisée sous l'égide d'un "accord social" censé étouffer toute rébellion... Vive le syndicalisme de négociation !

Plus de précarité

Le projet de loi justifie l'existence d'emplois précaires au nom de "leur utilité économique... dans un contexte de concurrence mondiale". Et il crée de nouveaux contrats précaires alors que tous ceux existants sont conservés. Comment des syndicats ont-ils pu l'accepter ? Nouveau et destiné aux ingénieurs et cadres (mais généralisable par la suite), le CDD à "objet défini" correspond au "contrat de mission" réclamé depuis longtemps par les patrons. Conclu pour une mission unique définie par l'employeur, avec une durée variant entre 18 et 36 mois, il pourra être rompu au bout d'un an pour motif réel et sérieux, contrairement au CDD !
Mieux que l'intérim, la légalisation du "portage salarial" est envisagée. Il s'agit d'une sorte de prêt de main-d'oeuvre jusqu'ici illégal. Pour un prix déterminé, le travailleur proposera une prestation à un patron. Si ce dernier accepte, le travailleur devra se soumettre à une société de "partage", parasite qui prélèvera sa part sur le chèque de l'entreprise. Le patron n'aura aucune relation contractuelle avec le travailleur !

la suite dans le journal et sur le site

International

Le boycott des J.O. et la campagne sur le Tibet ne SONT pas justifiés

Que se passe-t-il au Tibet ? Les témoignages des étrangers présents sur place le 14 mars 2008 vont tous dans le

Copyright © Le Vénissian

même sens : les agressions visaient des Hans (ethnie chinoise majoritaire) et les Huis (minorité musulmane).

Des personnes ont été incendiées vives, d'autres ont été battues à mort, déchiquetées au couteau ou lapidées. Les armes utilisées étaient des cocktails Molotov, des pierres, des barres d'acier, des poignards et des couteaux de boucher. Il y a eu 22 morts et plus de 300 blessés, quasi tous des Huis et des Hans. Il s'agissait d'actes criminels à caractère raciste. Faut-il rappeler que le Droit international stipule que « chaque pays a le droit d'utiliser la force contre des mouvements d'indépendance qui visent à la division du dit pays » ? Imaginez ce qui se passerait en France si le mouvement séparatiste corse se mettait à incendier des passants en plein Ajaccio, à brûler des enfants, à frapper des vieillards !

S'agit-il d'une "réaction à la colonisation du Tibet par les Chinois" ? Ces derniers auraient envahi le Tibet et chassé le Dalaï-lama...

Le Tibet n'a jamais été reconnu comme "pays indépendant". Dès le 13ème siècle, il est annexé à la Chine par les Mongols et devient une province chinoise. Fin du 19ème, l'empire britannique envahit le Tibet et y installe ses comptoirs de commerce sous le règne du 13ème Dalaï-lama qui voit dans l'occupation anglaise une opportunité pour revendiquer l'indépendance. Il s'agit d'un système féodal pratiquant l'esclavage et les tortures.

Quand en 1911, la République est proclamée et le dernier empereur destitué, les féodaux du Tibet en profitent pour dire qu'ils n'ont plus de suzerain et font une constitution qui institue le servage et la vente d'êtres humains.

la suite dans le journal et sur le site

Copyright © Le Vénissian